



« L'écologie et la gauche »

Intervention au remue méninges du PG le 30 août 2009

Corinne Morel Darleux, Secrétaire Nationale au Combat Écologique

Mes chers camarades, chers amis,

Ça va bientôt faire 220 ans qu'il existe une Gauche en France. Depuis que le 11 septembre 1789, des députés de l'assemblée constituante se sont rangés à gauche du président de séance, pour refuser le droit de veto absolu au roi.

Et ça va bientôt faire 1 an qu'il existe le Parti de Gauche en France. **Mais franchement, il était temps !**

Quand on entend, lors des journées d'été d'Europe Écologie, Daniel Cohn Bedit haranguer ses troupes en leur disant – je cite : « Vous voulez avoir une majorité, oui ou merde ? S'il faut ajouter le Modem, on ajoute le Modem ».

Quand on entend Vincent Peillon déclarer qu'il veut « construire avec tous les républicains de progrès une nouvelle alliance majoritaire, des communistes au MoDem. » Un républicain de progrès, François Bayrou, qui voulait réhabiliter la loi Falloux et permettre ainsi le financement des écoles privées par les collectivités territoriales ?

Et voilà que même l'ancien ami Bové s'y met. Après avoir plié pendant les européennes sur le Traité de Lisbonne, traité qui pourtant interdit la taxe sur les transactions financières, la relocalisation agricole, ou encore la mise en place d'un revenu minimum... Eh bien Bové plie aujourd'hui sur l'alliance avec le Modem, quand il dit qu'Europe Ecologie doit être « capable de rassembler toutes les forces écolos de gauche et démocrate ».

C'est dire si le thème d'aujourd'hui, l'écologie et la gauche, est d'actualité.

Parce que le problème, c'est qu'en laissant croire que l'écologie est au-delà du clivage gauche-droite, en laissant croire qu'elle serait compatible avec le capitalisme et le libre échange, au final on se retrouve face à deux risques :

le premier, c'est de sombrer dans l'environnementalisme, qui, au nom de l'urgence écologique, a une fâcheuse tendance à oublier le social. Pour faire court, si c'est pour

passer de la production de camions à la production d'éoliennes, mais avec les mêmes conditions de travail et le même rapport au capital, on sera encore loin d'un vrai projet de transformation sociale et écologique.

Le deuxième, c'est qu'avec des discours comme ça, on ouvre un boulevard à la droite pour s'emparer de l'écologie, et la récupérer sous forme de capitalisme vert, où l'écologie ne devient finalement qu'un business comme un autre. C'est l'exemple du marché du carbone, qui reproduit les mêmes mécanismes de spéculation boursière sur le CO2, avec des quotas de toute manière si généreux aux entreprises que l'effet incitatif sur la sobriété est proche de zéro.

Alors pour nous il est hors de question de se résigner à ces logiques d'accompagnement du système, alors que l'écologie politique est au contraire un formidable levier d'émancipation et de dépassement du capitalisme.

Parce que nous sommes dans une situation de crise globale du système. Or l'écologie politique touche à la fois à l'environnement, mais aussi au social, et même au sociétal, car elle peut nous amener, de façon active et positive, à construire de nouveaux rapports à la nature et de nouveaux rapports sociaux.

D'où l'importance de la réaffirmation d'une écologie radicale, qui elle est *forcément* de gauche, anticapitaliste et solidaire. Parce que radicale, ça veut dire aller à la racine des causes, et donc dénoncer la logique perverse du capitalisme et sa vision d'un individu consommateur, docile, soumis aux impératifs du productivisme. Que l'on parle de l'exploitation des individus ou de celle des éco-systèmes, dans les deux cas, la cause est la même : la logique d'accumulation qui, comme le disait Marx, « *épuise les deux seules sources de toute richesse : la Terre et le travailleur* ».

Et le résultat, on le sait malheureusement, c'est la montée des inégalités sociales et des désastres écologiques, dans une société aliénante qui nous fait marcher sur la tête.

Avec une crise économique qui taille dans les porte-monnaie, des magasins qui regorgent de trucs qui brillent et qui clignotent, pendant que la publicité nous enfume en nous assurant qu'on en a absolument besoin, et que les riches continuent à faire les fous sur leurs yachts en se moquant éperdument du reste.

Et on continue à piller les Pays du Sud pour alimenter le productivisme du Nord, les terres arables font l'objet d'une nouvelle spéculation internationale, la bataille pour l'eau a commencé, les multinationales s'approprient le vivant et les OGM n'en finissent plus de ruiner les paysans en Inde et en Afrique du Sud.

Et on voudrait nous faire croire que le progrès, c'est de donner à tous les moyens de s'acheter un écran plat, produit à l'autre bout de la planète, dans des conditions de travail douteuses et avec toutes les pollutions que ça génère en termes de fabrication, de distances parcourues et de retraitement ?

Il serait peut-être temps de redéfinir la notion de progrès humain. Et plus globalement de reprendre la main sur la bataille culturelle : faire de l'éducation populaire, contrer la politique de l'oxymore pratiquée dans le camp d'en face : les gardiens de la paix qui deviennent des forces de l'ordre, la vidéo surveillance qui devient vidéo protection, le nucléaire qui devient énergie propre, et les agrocarburants qui deviennent biocarburants...

Il va falloir se désenfumer de tout ça, décoloniser notre imaginaire et sortir de l'horizon indépassable du capitalisme.

Alors même si on n'était pas face à l'urgence écologique, nous aurions tout de même l'ardente obligation de mener ce combat. Mais en plus, la prise en compte de cette question écologique nous permet précisément d'ouvrir ce nouveau front dans le domaine de l'émancipation, et, concrètement, de recréer de l'espoir par la construction d'une véritable alternative de gauche, ambitieuse et radicale. **Mais dotée d'un programme de transition crédible.**

Parce que face à la crise de l'industrie automobile, on fait quoi ? Chômage, sous-traitance, pollution, raréfaction du pétrole... C'est une question au carrefour des enjeux sociaux et environnementaux avec un secteur victime du dumping social, fiscal et environnemental des puissances émergentes. Nous devons donc anticiper et accompagner sa mutation avec le double souci de l'accompagnement social ET de l'exigence environnementale. Parce que sinon ce sont les salariés qui continueront à en payer le prix, et on risque bien de se retrouver avec un scénario à la Mad Max, des guerres pour l'accaparement du pétrole, et la mise en place de régimes totalitaires...

Alors il faut avoir le courage de dire les choses telles qu'elles sont : qu'il faut changer nos modes de vie, privilégier la qualité plutôt que la quantité. **Oser dire que ça ne sera pas toujours simple, mais qu'au bout du compte on vivra tous mieux.**

Expliquer qu'on peut encore redresser la barre si on réduit notre consommation d'énergie, qu'on développe massivement les renouvelables, qu'on réduit la part des activités les plus polluantes, en accompagnant leur reconversion, non pas à l'identique, mais via la socialisation et la relocalisation de l'économie, et que tout ça il faudra qu'on le décide ensemble, démocratiquement...

Alors là, oui, on commencera à être vraiment dans un projet de rupture et d'émancipation !

C'est sûr, il va falloir faire confiance à notre intelligence collective, et faire preuve de volontarisme politique.

Nous allons avoir besoin de résistances et de luttes immédiates, bien sûr, mais aussi de trouver les voies du changement vers un autre projet de société.

Là aussi, l'écologie politique peut nous aider.

Parce que l'écologie se place sur une échelle de temps différente, elle nous oblige à réfléchir sur le long terme qui est incompatible avec le court terme des intérêts capitalistes.

Parce qu'en matière d'environnement, nous sommes tous co-responsables, et qu'en remettant au premier plan l'intérêt général et la notion de bien commun - eau, air, énergie, alimentation..., l'écologie oblige à remettre en cause la logique de marchandisation, la brevetabilité du vivant et le pillage des ressources naturelles des pays du Sud.

Parce qu'enfin la prise en compte de la finitude des ressources naturelles, c'est avant tout l'opportunité de repenser l'utilité sociale de la production, de réfléchir sur nos manières de consommer, de se demander de quoi on a besoin, qu'est-ce qu'on produit et comment on le produit.

Il existe déjà des expérimentations alternatives concrètes, qui montrent une autre voie : ce sont les associations de maintien de l'agriculture paysanne - les AMAP, les rachats d'entreprises en faillite par les salariés sous forme de SCOP, les systèmes d'échanges locaux, l'éco-habitat, le co-voiturage, ou encore les camps action climat, comme à Notre Dame des Landes où nous étions justement cet été ...

Mais les expériences collectives de ce type, même si elles sont utiles et intéressantes, ne suffisent pas. De même qu'on ne peut pas faire porter la transformation uniquement sur des changements de comportement individuels.

Il faudra aussi y mettre une volonté politique, portée dans les institutions, pour changer progressivement, mais radicalement, de cadre.

Parce que les gens qui prennent leur voiture aujourd'hui, pour reprendre cet exemple, ne le font pas pour le plaisir de polluer. Mais parce que ça correspond à un besoin réel : aller travailler, emmener les gamins à l'école, faire ses courses. En 14 ans, les trajets quotidiens se sont allongés de 12% dans les zones rurales, et de près de 30% pour aller faire ses courses !

Et ce n'est pas avec la Loi de Modernisation Économique du gouvernement, qui relance l'installation des supermarchés en périphérie, ni avec la vision bourgeoise d'une France de tous propriétaires de Sarkozy, qui favorise l'étalement pavillonnaire, ni encore avec le travail du dimanche, qui va multiplier les déplacements en voiture et les dépenses d'énergie, **ce n'est pas avec ce genre de mesures que la situation va s'améliorer !**

C'est comme pour le projet de taxe carbone : on taxe les particuliers sur des dépenses contraintes, notamment sur le chauffage et les déplacements, en feignant de croire que tout le monde a les moyens de faire sa propre révolution verte !

Mais il ne suffit pas de montrer du doigt les comportements individuels, encore faut-il mettre en place un cadre de société qui rende les alternatives possibles : rénovation et isolation thermique, redensification urbaine et commerces de proximité, relocalisation et circuits courts, accès aux transports collectifs...

Tout le contraire de ce qu'on voit aujourd'hui, avec la privatisation d'entreprises qui jouent pourtant un rôle social et écologique essentiel : EDF, la Poste, la SNCF...

On le voit, l'écologie permet aussi de réaffirmer le rôle de l'État et des services publics.

Car seule la collectivité et la sphère publique peuvent gérer ce défi de manière volontariste, démocratique, et sur le long terme. Prenons l'exemple du climat et de l'énergie. Réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi sortir du nucléaire et anticiper la fin du tout pétrole, par exemple, ça ne se fera pas du jour au lendemain. Et ça se planifie.

Alors il va bien falloir dresser un état des lieux sérieux de la situation, organiser un grand débat public sur les objectifs à atteindre et les programmes à mettre en place pour y arriver, faire travailler ensemble syndicats, chercheurs, associations et citoyens...

Planifier tout ça dans le temps et assurer le suivi de la mise en œuvre, avec des étapes et des bilans intermédiaires, car on ne peut pas exclure que certaines voies se révèlent des impasses...

C'est ce processus démocratique que nous appelons la planification écologique.

Ce mot semble parfois faire peur, alors clarifions tout de suite quelques points...

Non, nous ne voulons pas revenir au centralisme étatique autoritaire pratiqué en Union Soviétique.

Mais oui, nous revendiquons l'importance du rôle de l'État et des services publics. Ils sont certes à réinventer, notamment par une profonde réforme institutionnelle et les moyens démocratiques d'une nouvelle implication populaire, sans laquelle la planification écologique ne pourra pas se mettre en place. Mais ils restent indispensables pour planifier la rupture, construire un cadre de société émancipateur et garantir l'égalité d'accès aux droits fondamentaux pour tous, partout.

La planification écologique, c'est finalement la mise en application d'un volontarisme éclairé, d'un réformisme radical, fermement adossé à ses valeurs de gauche. **C'est le retour de l'action politique au service de l'intérêt général.**

Et c'est possible. Il faut juste un peu de courage politique, et de cohérence... Ne pas avoir peur de parler de pôle public de l'énergie, de nationalisation d'EDF-GDF et de Total, de barrières douanières aux frontières de l'Union Européenne... Avoir le courage de réaffirmer que l'énergie est un droit fondamental qui ne peut pas être laissé aux seules lois du marché, et que seul un service public de l'énergie peut permettre à la fois de planifier la révolution énergétique, mais aussi de garantir le droit à l'énergie pour tous, partout, aux mêmes conditions d'accessibilité. Après, au sein de ce cadre, on peut imaginer des unités de productions décentralisées. Mais la production d'énergie renouvelable n'est pas linéaire, pas toujours stockable, et les territoires ne sont pas tous égaux en termes de possibilités d'équipements. Alors il faudra bien avoir un pilotage d'ensemble des besoins et des ressources, assurer une régulation centralisée des flux pour assurer la distribution continue sur le réseau, assurer des péréquations tarifaires afin que l'énergie soit accessible partout au même tarif, et pas plus chère selon que vous habitez dans un coin ensoleillé et venteux ou pas.

Alors oui, il y a des prises de conscience individuelles à déclencher, des alternatives concrètes à expérimenter. Mais on a aussi besoin du débouché politique. Pour donner à tous les moyens de vivre mieux, pour soi, avec les autres, et dans le respect des eco-systèmes.

Parler d'écologie, c'est finalement parler de droits fondamentaux, de biens communs, d'égalité, de solidarité et d'intérêt général...

Alors à l'heure où certains voudraient nous faire croire qu'il n'y a plus de clivage gauche – droite, et dans le contexte de crise de légitimité des partis qu'on a vu avec l'abstention aux européennes, qu'on voit aussi, d'une certaine manière, avec les travailleurs en lutte, il est urgent de montrer qu'il existe une gauche forte, qui ne se résigne pas, capable de rassembler sur un projet de société radicalement différent.

L'écologie politique peut nous y aider, non pas par une posture culpabilisatrice et dogmatique, mais par sa capacité à proposer un nouveau modèle d'émancipation combinant démocratie, justice sociale et impératif écologique. Car comme le disait André Gorz : *« l'exigence éthique d'émancipation du sujet implique la critique théorique et pratique du capitalisme, de laquelle l'écologie politique est une dimension essentielle ».*

Je fais toute confiance à notre Parti creuset pour réussir cette synthèse. A peine un an après sa création, on peut dire qu'elle est déjà très bien engagée...